

COMITE REGIONAL DU TOURISME

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale du 15 septembre 2025

Exercice clos le 31 décembre 2024

Grant Thornton SAS

SAS d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
2 quai Saint-Laurent 45000 Orléans

COMITE REGIONAL DU TOURISME

3-5 Boulevard de Verdun
45000 ORLEANS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale du COMITE REGIONAL DU TOURISME

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels du COMITE REGIONAL DU TOURISME relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant

toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 12 septembre 2025 à Orléans

Le commissaire aux comptes
Grant Thornton SAS
Membre français de Grant Thornton International

Caroline
e
COLLET

Signature
numérique de
Caroline COLLET
Date :
2025.09.12
20:29:51 +02'00'

Caroline Collet

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	29 961	29 961		699	- 699
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	140 000		140 000	140 000	
Constructions	1 250 098	191 594	1 058 504	1 109 558	- 51 054
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	738 189	359 778	378 410	410 987	- 32 577
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts	76 282	25 428	50 854	76 282	-24 427
Autres	6 088		6 088	5 673	415
TOTAL (I)	2 240 617	606 760	1 633 857	1 743 200	- 109 343
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	461		461	1 193	- 732
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	15 709	321	15 388	43 521	- 28 133
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	829 284		829 284	479 273	350 011
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	702 873		702 873	592 460	110 413
Charges constatées d'avance	57 085		57 085	52 877	4 208
TOTAL (II)	1 605 412	321	1 605 091	1 169 324	435 767
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	3 846 029	607 081	3 238 948	2 912 523	326 425

Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires	433 802	433 802	
. Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	1 585	1 585	
. Autres			
Report à nouveau	-18 930	-14 486	- 4 444
Excédent ou déficit de l'exercice	6 436	-4 444	10 880
Situation nette (sous total)	422 893	416 458	6 435
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	1 493 513	1 549 592	- 56 079
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	1 916 407	1 966 050	- 49 643
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques		2 840	- 2 840
Provisions pour charges	364 425	219 623	144 802
TOTAL (III)	364 425	222 463	141 962
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		78	- 78
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	170 776	325 418	- 154 642
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	386 940	346 625	40 315
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	400 400	50 000	350 400
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		1 891	- 1 891
TOTAL (IV)	958 116	724 011	234 105
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	3 238 948	2 912 523	326 425
Engagements reçus			
Engagements donnés			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	19 897	14 429	5 468	37,90
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services				
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	3 786 888	3 606 000	180 888	5,02
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	84 194	104 247	- 20 053	-19,24
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	139 441	217 822	- 78 381	-35,98
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	992	7 058	- 6 066	-85,95
Total des produits d'exploitation (I)	4 031 413	3 949 556	81 857	2,07
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	1 433 654	1 488 031	- 54 377	-3,65
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	199 304	193 784	5 520	2,85
Salaires et traitements	1 516 342	1 580 827	- 64 485	-4,08
Charges sociales	684 685	675 770	8 915	1,32
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	109 545	102 991	6 554	6,36
Dotations aux provisions	144 802		144 802	N/S
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	4 047	2 423	1 624	67,02
Total des charges d'exploitation (II)	4 092 379	4 043 826	48 553	1,20
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-60 966	-94 270	33 304	35,33

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif	8 128	5 897	2 231	37,83
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	8 128	5 897	2 231	37,83
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	25 428		25 428	N/S
Intérêts et charges assimilés				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)	25 428		25 428	N/S
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-17 299	5 897	- 23 196	-393,35
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-78 266	-88 372	10 106	11,44
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	86 902	84 774	2 128	2,51
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	86 902	84 774	2 128	2,51
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	839		839	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	839		839	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	86 063	84 774	1 289	1,52
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	1 362	846	516	60,99
Total des produits (I + III + IV)	4 126 443	4 040 228	86 215	2,13
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 120 007	4 044 672	75 335	1,86
EXCEDENT OU DEFICIT	6 436	-4 444	10 880	244,82
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Présentation de l'association

Notre association Comité Régional du Tourisme Centre Val de Loire (CRT) concourt à la mise en œuvre de la politique du tourisme arrêtée par le Conseil Régional.

Le Comité Régional du Tourisme assure les actions de promotion et de communication touristiques de la Région en France et à l'étranger. Dans ce cadre, il assure la mobilisation des différents partenaires du développement touristique institutionnels, privés et associatifs du territoire et porte des partenariats sur les plans régional, interrégional et national.

Son action est orientée principalement en direction des prescripteurs que sont la presse, les influenceurs et les voyagistes.

Vis-à-vis du grand public, français et international, son travail s'effectue au travers de moyens digitaux (sites internet et réseaux sociaux).

Le CRT assure le marketing touristique des marques « Val de Loire-Châteaux de la Loire » et « Loire à Vélo ».

Le CRT assure également l'animation et la structuration de filières telles que le tourisme à vélo et l'oénotourisme.

Le CRT assure, pour le compte du Conseil Régional, une mission permanente d'observation économique de l'économie touristique :

- collecte des données de base tant qualitatives que quantitatives concernant l'offre, la fréquentation et la connaissance des marchés,
- mesure des impacts économiques (notamment en matière d'emplois),
- études conjoncturelles sur les marchés et évolution des comportements,
- études d'image,
- évaluation des actions mises en œuvre en matière de promotion et de soutien à la commercialisation.

Le CRT assure la coordination et la mise en réseau des Offices de Tourisme du Centre - Val de Loire, en tant que Relais Territorial régional.

Il élabore et met en œuvre, en partenariat avec les Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA), un programme de formation continue des opérateurs touristiques régionaux, privés et publics.

Il pilote un certain nombre de dispositifs techniques qu'il met à disposition des acteurs touristiques du territoire : système d'information touristique, place de marché régionale...

Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait marquant n'est intervenu sur l'exercice.

Principes, règles et méthodes comptables

Les règles comptables applicables aux comptes annuels sont issues du Code de Commerce (art L 123-12 à L 123-28 et art R 123-195 à R 123-199-1). Elles suivent notamment les dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif à la refonte du Plan Comptable Général, modifié par les différents règlements publiés ultérieurement.

De plus, les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2018-06 de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Aucun changement de méthode n'a eu lieu sur l'exercice.

Notes sur le bilan actif

Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	29 961			29 961
Immobilisations corporelles	2 103 412	30 674	5 799	2 128 287
Immobilisations financières	81 955	415		82 370
TOTAL	2 215 328	31 089	5 799	2 240 617

Les immobilisations financières comprennent pour un montant de 76 282 euros, la participation à l'effort construction de l'association, versée sous forme de prêt à 20 ans sans intérêts à des organismes collecteurs, sur la période de 2004 à 2019.

Amortissements et dépréciations d'actif :

Amortissements et dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	29 261	699		29 961
Immobilisations corporelles	442 867	108 846	341	551 372
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières		25 428		25 428
TOTAL	472 128	134 973	341	606 760

Les immobilisations financières décrites ci-dessus ont fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 1/3 du montant, en l'absence de remboursement perçu sur l'année 2024 et aux difficultés administratives de recouvrer ces sommes.

Détail des immobilisations incorporelles et corporelles et des amortissements en fin de période :

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortissement	Valeur nette	Durée
Logiciels	29 961	29 961	0	de 1 à 5 ans
Terrain bâti ensemble immobilier	140 000	0	140 000	Non amortiss.
Ensemble immobilier de bureau	1 250 098	191 594	1 058 504	de 20 à 25 ans
Installations générales	458 386	124 245	334 142	de 1 à 15 ans
Matériel de transport	479	479	0	de 3 à 5 ans
Matériel de bureau & informatique	279 323	235 054	44 269	de 1 à 10 ans
TOTAL	2 158 247	581 333	1 576 915	

Etat des créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est éventuellement constatée afin de tenir compte des risques d'irrecouvrabilité des créances existantes à la date de clôture des comptes.

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	82 370		82 370
Actif circulant & charges d'avance	902 078	902 078	
TOTAL	984 448	902 078	82 370

L'actif circulant comprend principalement,

- Les produits à recevoir pour un montant de 546 400 €
(décrit ci-après au sein du paragraphe « produits à recevoir »)
- Les dépenses dans le cadre du projet LLAV dont le CRT est porteur de projet, 277 241 €
(décrit ci-après au sein du paragraphe « autres informations – projet LLAV »)
- Les charges constatées d'avance pour un montant de 57 085 €
(décrit ci-après au sein du paragraphe « charges constatées d'avance »)

Dépréciations

Dépréciations	A l'ouverture	Dotations	Reprises	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	3 108		2 787	321
Comptes financiers				
TOTAL	3 108		2 787	321

Les dépréciations concernent les créances auprès des usagers présentant une antériorité supérieure à 1 an.

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	552 042
Disponibilités	38
TOTAL	552 081

Le poste « autres créances » comprend notamment les produits à recevoir à la clôture, d'un montant de 546 400 euros relatif à :

- Solde de la subvention annuelle de la Région Centre Val de Loire, pour, 174 900 €
- Solde de l'avenant à la subvention annuelle de la Région Centre Val de Loire, pour, 45 000 €
- Demande de fonds au titre du projet LLAV (dont le CRT est porteur de projet), pour, 197 500 €
- Solde de la subvention AML, pour, 19 000 €
- Fonds FEDER au titre de l'année 2024, pour, 110 000 €

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Exploitation	57 085
Financier	
Exceptionnel	
TOTAL	57 085

Les charges constatées d'avance concernent des factures reçues à la clôture de l'exercice, mais relatives à l'exercice suivant avec notamment, l'impact des postes suivants :

- La maintenance informatique : 30 510 €
- Les locations et charges locatives : 11 785 €
- Les assurances : 8 660 €

Notes sur le bilan passif

Tableau de variation des fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprises	433 802				433 802
Fonds propres avec droit de reprises					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 585				1 585
Report à nouveau	-14 486	-4 444			-18 930
Résultat comptable de l'exercice	-4 444	4 444	6 436		6 436
Fonds propres avec droit de reprise					
Subvention d'investissement	1 549 592			-86 079	1 493 513
Provisions réglementées					
TOTAL	1 966 050	0	6 436	-86 079	1 916 407

La subvention d'investissement concerne principalement la subvention versée au cours de l'année 2021 par la Région Centre Val de Loire pour un montant de 1 770 000 euros afin d'acquérir les bureaux situés au 3/5 boulevard de Verdun à Orléans (45).

Provisions

Nature des provisions	A l'ouverture	Dotations	Reprises	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques & charges	222 463	144 802	2 840	364 425
TOTAL	222 463	144 802	2 840	364 425

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement au montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite. Cet engagement est déterminé en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'Association à l'âge de la retraite. Il s'élève à 364 425 euros au 31 décembre 2024.

La détermination de la provision pour indemnité de départ à la retraite au 31 décembre 2024 a été réalisée en intégrant les paramètres suivants :

- l'utilisation de la table de mortalité 2012-2016 relative aux femmes ;
- l'âge de départ à la retraite retenu est 65 ans ;
- le turn-over a été déterminé à partir des éléments utilisés les années précédentes.

Des simulations ont également été prises en compte pour les départs prévus dans les 3 prochaines années.

Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	170 776	170 776		
Dettes fiscales & sociales	386 940	386 940		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	400 400	400 400		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	958 116	958 116		

Le poste « autres dettes » comprend notamment les recettes dans le cadre du projet LLAV dont le CRT est porteur de projet, pour un montant de 400 000 € (décrit ci-après au sein du paragraphe « autres informations – projet LLAV »).

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp.& dettes financières div.	
Fournisseurs	67 291
Dettes fiscales & sociales	235 725
Autres dettes	
TOTAL	303 017

Les charges à payer relatives aux dettes fiscales et sociales comprennent notamment la provision des congés à payer au 31 décembre 2024, d'un montant chargé de 228 607 euros.

Notes sur le compte de résultat

Fiscalisation

L'association CRT Centre-Val de Loire n'est pas soumise aux impôts commerciaux.

Elle n'entre pas dans le champ d'application de la TVA, ses dépenses sont comptabilisées T.T.C.. Des déclarations de TVA sont réalisées au titre de la TVA intracommunautaire liées aux acquisitions dont le coefficient de déductibilité est à néant.

Elle est soumise :

- aux taxes assises sur les salaires,
- à la taxe sur les salaires ;
- à la taxation à l'impôt sur les bénéfices des produits financiers ;
- aux taxes sur les locaux dont la taxe foncière et la taxe d'habitation.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Niveau de résultat	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	-60 966		-60 966
Résultat financier	-17 299	1 362	-18 661
Résultat exceptionnel	86 063		86 063
Participation des salariés			
TOTAL	7 798	1 362	6 436

Montant des concours publics et subventions reçues

Concours publics / subventions	2024			2023		
	Concours publics	Subvention d'exploitation	Subvention investissement	Concours publics	Subvention d'exploitation	Subvention investissement
Union Européenne		110 000				
Etat						
Conseil Régional		3 657 888	30 000		3 588 000	
Département						
Autres		19 000			18 000	
TOTAL		3 786 888	30 000		3 606 000	

Le montant des subventions d'exploitation annuelle accordé par la Région Centre Val de Loire au titre de 2024 est de 3 498 000 euros.

Détail des subventions constatées d'avance, à recevoir ou à reverser

Nature des conventions	Montant de la subvention	Dépenses engagées	Subventions allouées	Subventions reçues	Subventions à recevoir (1)	Subventions à reverser	Subvention inscrites en compte de résultat
Dépenses 2024 : Région – Convention n°2024-00155940 – Actions 2024	3 498 000	4 120 007	3 498 000	3 323 100	174 900	-	3 498 000
Dépenses 2024 : Région – Convention n°2024-3469 – Campagne de communication et d'image pour la destination Val de Loire à l'occasion des jeux olympiques et paralympiques	70 000	69 888	69 888	35 000	34 888	-	69 888
Dépenses 2024 : Région – Convention n°2024-8948 – Soutien au CRT dans le cadre des Nouvelles Renaissance 2024 au titre de la programmation de la promotion internationale	90 000	4 120 007	90 000	45 000	45 000	-	90 000
Atout France – AMI 2023/2024	60 000	62 442	60 000	18 000	19 000	-	19 000
Fonds React-EU – 2024/2025 Soutien aux sites patrimoniaux de la Région sous la marque touristique Val de Loire via la promotion de programmations événementielles collectives	750 000	4 120 007	750 000	0	110 000	-	110 000
TOTAL	4 468 000	4 120 007	4 467 888	3 421 100	383 788	-	3 786 888

(1) Eléments compris dans les produits à recevoir

Cotisations

Le règlement ANC 2018-06 offre certaines options de comptabilisation concernant les cotisations. L'association CRT Centre-Val de Loire a retenue celle de comptabiliser les cotisations en fonction de l'exercice de référence et non sur la base des encaissements.

Les cotisations sont considérées comme sans contrepartie.

Générosité du public

L'association CRT Centre-Val de Loire ne fait pas appel à la générosité du public. L'annexe des comptes annuels est adaptée avec l'absence des obligations incombant aux organismes à but non lucratifs faisant appel à la générosité du public.

Transfert de charges

Transfert de charges	Montant 2024	Montant 2023
Transfert de charges d'exploitation	99 125	83 494
Réintégration sociale	1 004	
Remboursement CPAM	2 057	852
Remboursement CNASEA/ASP	15 833	7 500
Remboursement MORNAY Prévoyance	12 280	12 280
Remboursement de formation	3 516	
TOTAL	133 814	104 126

Le compte de transfert de charges d'exploitation comprend notamment

- des refacturations de salaires et charges sociales au titre de la CI LLAV pour la période de pour un montant de 93 091 euros.

Détail du résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice s'élève à 86 063 euros. Il se compose de la façon suivante :

Résultat exceptionnel	Montant 2024	Montant 2023
Produits sur exercices antérieurs		
Produits sur cession d'immobilisations	823	
Quote-part de la subvention d'investissement virée au résultat	86 079	84 774
Reprise de la provision relative à la dépréciation du dépôt de garantie		
Reprise de la provision relative à la dépréciation de la subv. Feder 16		
Total produits exceptionnels	86 902	84 774
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	839	
Total charges exceptionnelles	839	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	86 063	84 774

Contributions volontaires en nature

Le règlement ANC 2018-06 et plus précisément l'article 431-10 précise que l'entité doit fournir des informations sur les contributions volontaires en nature dont elle bénéficie.

Les contributions volontaires en nature ne sont pas comptabilisées.

Aucune contribution volontaire en nature n'est levée au cours de l'année 2024. En effet, seuls les membres du Conseil d'Administration sont bénévoles et permettent ainsi, d'orienter les actions du CRT Centre-Val de Loire.

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés
Cadres	17
Agents de maîtrise & techniciens	15
Employés	
Ouvriers	
Apprentis sous contrat	1
TOTAL	33

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat se décompose comme suit :

- les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes : 9 232 euros,
- les honoraires comptabilisés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes : néant.

Autres informations

Convention de partenariat LA LOIRE A VELO (LLAV) 2023 – 2025

Le programme La Loire à Vélo, est destiné à positionner La Loire à Vélo au sein du Top 3 des itinéraires vélo.

Plusieurs partenaires participent à ce projet (Régions, Conseils Départementaux).

L'association CRT Centre – Val de Loire est le porteur de projet. Aussi, il concentre les recettes, les dépenses. Un compte bancaire est ouvert mais il ne représente pas la balance du projet avec de nombreuses dépenses financées directement par le CRT (dont la masse salariale).